

La [Déclaration](#) décrit les lois et politiques internationales actuelles sur les droits des femmes et la façon dont elles sont menacées par les organisations qui tentent de changer la définition de ce qu'est une femme. Elle réaffirme les droits existants des femmes et suggère des moyens que les États pourraient mettre en œuvre pour les promouvoir et les protéger. Elle a été rédigée avec la participation de femmes à l'échelle internationale. Lancée en mars 2019, la Déclaration appelle clairement les responsables des lois et des politiques à conserver la définition biologique de la femme fondée sur le sexe. La Déclaration sur les droits des femmes fondés sur le sexe est une déclaration sur l'importance de conserver la définition actuelle de la femme fondée sur le sexe.

Les droits des femmes, énoncés dans la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)* de 1979 et dans des accords internationaux ultérieurs, sont fondés sur notre sexe, défini par l'ONU comme « les caractéristiques physiques et biologiques qui différencient hommes et femmes » [1].

Ces dernières années, des organisations ont discrètement tenté de remplacer l'idée de sexe biologique par celle d'« identité de genre » (*gender identity*) dans les documents des droits de l'homme, et d'inclure les hommes qui disent avoir une « identité de genre » féminine dans la catégorie de « femme ».

De nombreux droits des femmes sont liés à notre corps biologique féminin, par exemple le droit à l'avortement et les droits maternels. D'autres droits des femmes ont pour but d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans la vie publique, par exemple, les droits des femmes à l'éducation, à la représentation politique, au travail, à l'égalité salariale. D'autres droits des femmes servent à nous protéger contre la violence ou des pratiques néfastes telles que le viol et les mutilations génitales féminines.

Certains des principaux moyens par lesquels les femmes et les filles sont privées de leurs droits sont les stéréotypes sexistes ou les rôles sexuels (par exemple, les filles devraient aider aux tâches ménagères pendant que les garçons vont à l'école). L'ONU reconnaît le caractère préjudiciable de ces stéréotypes et œuvre pour « l'élimination des préjugés et des pratiques coutumières, ou de tout autre type, qui sont fondés sur l'idée de l'infériorité ou de la supériorité de l'un ou l'autre sexe ou d'un rôle stéréotypé des hommes et des femmes » [2]. La Déclaration fait craindre que le terme d'« identité de genre » ne renforce les stéréotypes sexuels, car ce n'est qu'en optant pour des stéréotypes sexistes des hommes et des femmes qu'il est possible d'avoir une « identité de genre ».

Ces dernières années, certains gouvernements ont substitué l'« identité de genre » au sexe biologique dans le droit et les politiques, et ont inclus dans la catégorie de « femme » les hommes qui disent avoir une « identité de genre » féminine. Cela permet à ces hommes d'accéder aux espaces et aux services mis en place pour les femmes et les filles. Il s'agit notamment des services unisexe d'aide aux victimes d'agression, des sports non mixtes, des listes de présélection de femmes visant à accroître la participation des femmes à la vie politique et publique, des bourses et des prix destinés aux femmes, ainsi que des toilettes, vestiaires et aires de repos non mixtes visant à protéger la sécurité, l'intimité et la dignité des femmes et des filles. La référence à l'« identité de genre » plutôt qu'au sexe biologique menace les droits maternels, le droit des femmes de se réunir et de s'organiser sans inclure des hommes, et la collecte de données sur la violence exercée contre les femmes et les filles. En outre, l'« identité de genre » est actuellement utilisée pour faire « changer de sexe » des filles qui ne se conforment pas aux stéréotypes sexuels.

---

1] [Glossaire d'égalité des sexes](#), ONU Femmes

[2] <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/fconvention.htm>

Lisez la Déclaration (en anglais) ici : <https://www.womensdeclaration.com>

Copyright: Women's Human Rights Campaign, 2019.

Traduction: TRADFEM